

Unité Départementale Aube – Haute-Marne

TROYES, le 5 mai 2025

Nos réf. : SAU/KP/MT n° 25-241

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 17/04/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

PHOENIX QUARTET PROPERTY 4 SAS - Bâtiment DC 3

Rue du Champagne - Parc Logistique de l'Aube - 10800 SAINT-LÉGER-PRÈS-TROYES

Code AIOT : 0005703059

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 17 avril 2025 dans l'établissement PHOENIX QUARTET PROPERTY 4 SAS implanté Rue du Champagne - Parc Logistique de l'Aube - 10800 SAINT-LÉGER-PRÈS-TROYES. L'inspection a été annoncée le 05/03/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- PHOENIX QUARTET PROPERTY 4 SAS
- Rue du Champagne - Parc Logistique de l'Aube - 10800 SAINT-LÉGER-PRÈS-TROYES
- Code AIOT : 0005703059
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil bas
- IED : Non

Le site PHOENIX QUARTET PROPERTY 4 est exploité par la société PANATONNI. Cet entrepôt nommé DC3 est autorisé pour son activité logistique par arrêté préfectoral d'autorisation n° PCICP2021300-0002 du 27 octobre 2021 puis par arrêté préfectoral complémentaire n° PCICP2023299-0001 du 26 octobre 2023.

Contexte de l'inspection :

- Récolement

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Comportement au feu des locaux stockant des aérosols inflammables	AP Complémentaire du 26/10/2023, article 4.1.5	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
3	Création d'habitats pour la faune	Arrêté Préfectoral du 21/10/2021, article 2.1.2.2	Demande d'action corrective	3 mois
5	Dispositions constructives relatives aux surfaces vitrées	Arrêté Préfectoral du 21/10/2021, article 2.1.6	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
6	Accès aux issues et quais de déchargement	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 3.4	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
9	Comportement au feu	AP Complémentaire du 26/10/2023, article 4.1.2	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
10	Désenfumage	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 5 de l'annexe II	Demande d'action corrective	3 mois
12	Système d'extinction automatique	AP Complémentaire du 26/10/2023, article 4.2.1	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
17	Rétentions et confinement	Arrêté Préfectoral du 21/10/2021, article 4.6	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
20	Suivi de la biodiversité	AP Complémentaire du 26/10/2023, article 2.1.2 alinéas 1 et 2	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Dispositions constructives	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 4 de l'annexe II – alinéa 1	Sans objet
4	Création de milieux	Arrêté Préfectoral du 21/10/2021, article 2.1.2.1	Sans objet
7	Accessibilité aux locaux de charge	AP Complémentaire du 26/10/2023, article 4.1.4	Sans objet
8	Aires de stationnement des engins	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 3.3.2	Sans objet
11	Protection contre les effets de projection	AP Complémentaire du 26/10/2023, article 4.2.2	Sans objet
13	Moyens de lutte contre l'incendie	AP Complémentaire du 26/10/2023, article 4.3.1	Sans objet
14	Consistance des installations autorisées	Arrêté Préfectoral du 21/10/2021, article 1.2.5	Sans objet
15	Dimension des cellules	AP Complémentaire du 26/10/2023, article 4.1.1	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
16	Plan de gestion des espaces verts	Arrêté Préfectoral du 21/10/2021, article 2.1.7.3	Sans objet
18	Equipements de protection contre la foudre	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 21 alinéa 7	Sans objet
19	Organisation des stockages	AP Complémentaire du 26/10/2023, article 4.1.3	Sans objet
21	Détection automatique d'incendie	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article alinéa 1 du point 12 de l'annexe II	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite d'inspection avait pour objectif de contrôler notamment les prescriptions relatives aux dispositions constructives du site et les mesures de préservation de la biodiversité.

Lors de la visite, l'inspection des installations classées a relevé 3 écarts mineurs nécessitant une action corrective et deux demandes de justificatifs. Ces écarts correspondent respectivement à l'absence de certains nichoirs à chiroptères, puis à la justification de la résistance au feu des poteaux des cellules 2 et 9 et de l'étanchéité du bouchon du réseau de la cellule 9.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Comportement au feu des locaux stockant des aérosols inflammables

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 26/10/2023, article 4.1.5
Thème(s) : Situation administrative, Construction
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les cellules stockant des aérosols inflammables présentent les caractéristiques de résistance au feu minimales suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> • murs extérieurs et murs séparatifs REI 120 ; • planchers REI 120 ; • portes intérieures et fermetures résistantes au feu (y compris celles comportant des vitrages et des quincailleries) et leurs dispositifs de fermeture EI 120 <p>Les dispositifs de fermeture sont de type ferme-porte ou à fermeture automatique.</p> <p>Pour toutes les installations visées par le présent article, les justificatifs attestant des propriétés de résistance au feu sont conservés et tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.</p>
<p>Constats :</p> <p>Par courriel du 04 avril 2025, l'exploitant a fait parvenir à l'inspection des installations classées, l'attestation ICPE murs coupe-feu en date du 13/12/2023. Ce document atteste que les murs séparatifs entre cellules, bureaux et locaux de charge sont REI 120.</p> <p>Les murs extérieurs sont constitués de panneaux sandwich EI120 dont l'exploitant a transmis la reconduction n° 18/1 du procès-verbal n° 13 - A - 953.</p> <p>Lors de la visite, il a été constaté que les portes suivantes sont EI120 et équipées de dispositifs de fermeture :</p> <ul style="list-style-type: none"> - local sprinkler - portes entre cellule 8 et 9 (porte piétons et porte chariot) - local de charge de la cellule 8

<p>L'attestation ICPE présentée par l'exploitant pour la charpente, indique que la structure est R60. Toutefois au niveau des cellules amenées à stocker les aérosols inflammables, les murs extérieurs doivent être REI120. Lors de la visite, aucun revêtement ou dispositif visible ne suggère que les poteaux soient différents de ceux constituant le reste de la structure. Ce qui amène à s'interroger sur les caractéristiques réelles de résistance au feu des murs et de la structure.</p> <p>Il a également été constaté durant la visite la présence de ferme-porte sur les portes piétonnes. Toutefois il n'a pas été regardé le type de fermeture sur les portes coupe-feu des voies chariots.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant transmettra à l'inspection des installations classées les éléments justifiant la résistance au feu des poteaux et des murs des cellules ainsi que le système de fermeture des portes coupes feu des voies chariots.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 3 mois</p>

N° 2 : Dispositions constructives

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 4 de l'annexe II – alinéa 1</p>
<p>Thème(s) : Situation administrative, Construction</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les dispositions constructives visent à ce que la cinétique d'incendie soit compatible avec l'intervention des services de secours et la protection de l'environnement. Elles visent notamment à ce que la ruine d'un élément de structure (murs, toiture, poteaux, poutres par exemple) suite à un sinistre n'entraîne pas la ruine en chaîne de la structure du bâtiment, notamment les cellules de stockage avoisinantes, ni de leurs dispositifs de recoupement, et ne conduise pas à l'effondrement de la structure vers l'extérieur de la cellule en feu.</p> <p>[...]</p>
<p>Constats :</p> <p>Par courriel du 04 avril 2025, l'exploitant a transmis la note de calculs n° 225205. Ce document conclut :</p> <p><i>"Les efforts horizontaux engendrés par la dilatation des éléments de toiture lors de l'augmentation de la température qui tendent à faire fléchir les poteaux vers l'extérieur, peuvent être repris par les poteaux, évitant ainsi tout effondrement vers l'extérieur. Au-delà de cette phase, la montée de température va générer des ruptures et la ruine des poutres et pannes avant celles des poteaux. On peut assurer que les ruines potentielles n'entraînent pas la cellule voisine."</i></p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 3 : Création d'habitats pour la faune

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/10/2021, article 2.1.2.2
Thème(s) : Autre, ERC
Prescription contrôlée : Avant le début des travaux, trois hibernaculum sont réalisés au Sud du site afin de créer des abris favorables à la faune. Leur taille est de l'ordre de 2 m de long par 1,5 m de large. Un débroussaillage régulier est réalisé. Dix nichoirs à chiroptères et dix nichoirs à avifaune (a minima) sont mis en place dans les alignements des arbres et sur la structure du bâtiment. Les dispositifs sont placés dans un endroit clair et bien dégagé de tout obstacle, à au moins 3 m du sol. Ils ne doivent pas être soumis à un éclairage nocturne direct. La nature des nichoirs et les diamètres d'ouverture sont variés pour intéresser le maximum d'espèces possibles.
Constats : Par courriel du 04 avril 2025, l'exploitant a transmis un plan des aménagements réalisés. Sur ce plan, figurent les éléments suivants : <ul style="list-style-type: none">• 10 nichoirs à chauve-souris ;• 11 nichoirs à avifaune (4 espèces visées) ;• 3 hibernacula au sud du site. Lors de la visite d'inspection, il a été vérifié sur le site, par sondage, la cohérence des : <ul style="list-style-type: none">• 2 nichoirs à avifaune au nord sur des arbres ;• 1 nichoir à avifaune sur la façade ouest de la cellule 5 ;• 3 nichoirs à chauve-souris sur la façade ouest (cellules 3, 5, 8) ;• 2 nichoirs à avifaune autour du bassin n° 2 ;• 3 aménagements bois (2 au sud et 1 à l'est). Bien que l'intégralité des nichoirs à avifaune n'ait pas été contrôlée, il a été constaté l'absence de nombreux nichoirs à chauve-souris.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant mettra en œuvre les dispositifs manquants et transmettra les éléments le justifiant à l'inspection des installations classées.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 4 : Création de milieux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/10/2021, article 2.1.2.1
Thème(s) : Autre, ERC
Prescription contrôlée : <ul style="list-style-type: none">• Restauration d'une zone de végétation hygrophile : Avant la réalisation des travaux, une surface de 1 000 m² au Sud du site est décaissée sur quelques centimètres (avec des variations de niveau) en créant de petites dépressions. Une couche d'argile est ensuite déposée et tassée pour permettre le maintien d'un niveau d'humidité suffisant. En l'absence de végétation hygrophile en 2026, des plantations sont effectuées.• Restauration d'une zone de végétation pionnière peu dense Avant la réalisation des travaux, 2,31 ha d'habitats ouverts à végétation peu dense sont créés au sud du site. Une couche de 10 cm de matériaux est mise en place en surface afin d'obtenir un milieu thermophile. Les matériaux à napper sont constitués d'un mélange drainant à base de grave ou de remblai calcaire, de petits graviers ou de sables grossiers et leur granulométrie ne dépasse pas 30 mm. La présence d'un faible pourcentage de terre végétale et/ou de béton concassé est possible.• Avant la fin des travaux, des milieux prairiaux (type friche prairiale ou friche sèche) sont implantés pour couvrir une surface de 2,5 ha. Toute espèce végétale exotique envahissante (EVEE) est arrachée.
Constats : <p>Par courriel du 04 avril 2025, l'exploitant a fait parvenir un document, réalisé par un écologue, de présentation des mesures réalisées en date du 9 septembre 2022. Ce document justifie la localisation et la nature des aménagements réalisés pour la végétation hygrophile et la zone de végétation pionnière peu dense.</p> <p>Il a été constaté durant la visite des aménagements paysagers aux abords du bassin n° 2 sur une surface d'environ 1000m² conformément au plan.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Dispositions constructives relatives aux surfaces vitrées

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/10/2021, article 2.1.6
Thème(s) : Situation administrative, ERC
Prescription contrôlée : <p>Afin de limiter les risques de collision avec les oiseaux, les surfaces vitrées bénéficient d'adaptations idoines pour les rendre visibles.</p>
Constats : <p>L'exploitant a fourni une attestation indiquant que les vitres disposent d'équipements pour les rendre visibles.</p> <p>Toutefois, lors de la visite, aucun élément n'est perceptible. De plus, l'exploitant n'est pas en mesure d'expliquer le paramètre qui atteste de cette visibilité pour les oiseaux.</p>
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : <p>L'exploitant apportera les précisions sur les paramètres du vitrage permettant de rendre visible ces équipements pour l'avifaune.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 3 mois

N° 6 : Accès aux issues et quais de déchargement

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 3.4
Thème(s) : Risques accidentels, Incendie
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>A partir de chaque voie engins ou aire de mise en station des moyens aériens est prévu un accès aux issues du bâtiment ou à l'installation par un chemin stabilisé de 1,8 mètre de large au minimum.</p> <p>Les accès aux cellules sont d'une largeur de 1,8 mètre pour permettre le passage des dévidoirs.</p> <p>Les quais de déchargement sont équipés d'une rampe dévidoir de 1,8 mètre de large et de pente inférieure ou égale à 10 %, permettant l'accès aux cellules sauf s'il existe des accès de plain-pied.</p> <p>Dans le cas de bâtiments existants abritant une installation nécessitant le dépôt d'un nouveau dossier, et sous réserve d'impossibilité technique, l'accès aux issues du bâtiment ou à l'installation peut se faire par un chemin stabilisé de 1,40 mètre de large au minimum. Dans ce cas, les trois alinéas précédents ne sont pas applicables.</p> <p>Dans le cas où les issues ne sont pas prévues à proximité du mur séparatif coupe-feu, une ouverture munie d'un dispositif manœuvrable par les services d'incendie et de secours ou par l'exploitant depuis l'extérieur est prévue afin de faciliter la mise en œuvre des moyens hydrauliques de plain-pied.</p> <p>Dans le cas où le dispositif est manœuvrable uniquement par l'exploitant, ce dernier fixe les mesures organisationnelles permettant l'accès des services d'incendie et de secours par cette ouverture en cas de sinistre, avant leur arrivée. Ces mesures sont intégrées au plan de défense incendie défini au point 23 de cette annexe.</p>
<p>Constats :</p> <p>Par courriel du 04 avril 2025, l'exploitant a fourni le plan de sécurité incendie, indiquant les largeurs de voie (6m), et la présence des accès pompiers.</p> <p>Lors de la visite, il a été contrôlé par sondage la conformité de ces zones vis-à-vis des plans.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant transmettra un document justifiant le respect de la pente de 10%.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 3 mois

N° 7 : Accessibilité aux locaux de charge

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 26/10/2023, article 4.1.4
Thème(s) : Risques accidentels, Incendie
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>En lieu et place des dispositions du point 2.5 de l'annexe I de l'arrêté ministériel du 29 mai 2000 :</p> <p>Le bâtiment où se situe l'installation doit être accessible pour permettre l'intervention des services d'incendie et de secours. Il est desservi, sur au moins une face, par une voie-engin ou par une voie-échelle si le plancher haut de cette installation est à une hauteur supérieure à 8 mètres par rapport à cette voie.</p> <p>Le local est accessible par un ouvrant permettant le passage de sauveteurs équipés, situé à une distance de 10 m depuis l'extérieur du bâtiment. La zone située entre l'accès aux cellules 3, 4, 5 et 6 et l'entrée dans le local de charge de la cellule afférente est libre de tout encombrement, afin de ne pas gêner l'évacuation du personnel.</p>
<p>Constats :</p> <p>Sur le plan incendie fourni par l'exploitant, il est constaté la présence d'accès à proximité des locaux de charge. De plus, le bâtiment est entouré d'une voie accessible aux engins de secours.</p> <p>Sur site, il a été constatée la présence de portes coupe-feu EI120 conformément au plan fourni. La voie pompiers desservant l'arrière du bâtiment dispose de zones spécifiques pour le stationnement des engins de secours conformément au document de l'exploitant.</p> <p>Lors de la visite, les locaux de charge étaient vides et non encombrés.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Aires de stationnement des engins

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 3.3.2

Thème(s) : Risques accidentels, Incendie

Prescription contrôlée :

Les aires de stationnement des engins permettent aux moyens des services d'incendie et de secours de stationner pour se raccorder aux points d'eau incendie. Elles sont directement accessibles depuis la voie engins définie au 3.2. Les aires de stationnement des engins au droit des réserves d'eau alimentant un réseau privé de points d'eau incendie ne sont pas nécessaires.

Les aires de stationnement des engins sont positionnées de façon à ne pouvoir être obstruées par l'effondrement de tout ou partie de ce bâtiment ou occupées par les eaux d'extinction.

Chaque aire de stationnement des engins respecte, par ailleurs, les caractéristiques suivantes :

- la largeur utile est au minimum de 4 mètres, la longueur au minimum de 8 mètres, la pente est comprise entre 2 et 7 % ;
- elle comporte une matérialisation au sol ;
- elle est située à 5 mètres maximum du point d'eau incendie ;
- elle est maintenue en permanence entretenue, dégagée et accessible aux services d'incendie et de secours ; si les conditions d'exploitation ne permettent pas de maintenir ces aires dégagées en permanence (présence de véhicules liés à l'exploitation), l'exploitant fixe les mesures organisationnelles permettant de libérer ces aires en cas de sinistre avant l'arrivée des services d'incendie et de secours. Ces mesures sont intégrées au plan de défense incendie défini au point 23 de la présente annexe.
- l'aire résiste à la force portante calculée pour un véhicule de 320 kN avec un maximum de 130 kN par essieu, ceux-ci étant distants de 3,6 mètres au minimum.

Constats :

L'exploitant a fourni le plan sécurité incendie qui indique des aires pour engins de 4x8m, situées à moins de 5 m d'un poteau incendie.

Lors de la visite, il a été constaté que ces aires étaient libres. De plus, un marquage au sol est présent sur les aires goudronnées au Nord-Est et un panneau de signalisation est implanté à leurs abords pour les aires longeant la voie pompiers périphérique, et il a été vérifié que toutes les aires étaient à proximité immédiate des poteaux d'incendie. Aucune pente n'est perceptible au droit de ces aires.

L'exploitant a fourni le rapport d'essais à la plaque n° 22DTNE0683-1053-001 du 15/12/2023 pour la mesure de portance des aires pompiers. La valeur spécifiée est de 50 MPa, correspondant à une voie classique pour le trafic de poids lourds (13 tonnes par essieux), le rapport conclut que l'ensemble des 17 points de mesures réalisées sont conformes.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : Comportement au feu

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 26/10/2023, article 4.1.2
Thème(s) : Situation administrative, Incendie
Prescription contrôlée : <ul style="list-style-type: none">• La stabilité au feu de la structure est R60 ;• Des écrans thermiques EI120 sont réalisés sur l'ensemble des façades (toute hauteur, jusqu'en sous-face de toiture) hors façade de quais et façade Sud-est de la cellule 10 ;• Les parois qui séparent les cellules de stockage sont des murs REI120, qui dépassent d'au moins 1 m en toiture la couverture au droit du franchissement, tout comme les murs qui séparent les cellules, bureaux et locaux techniques ;• Le degré de résistance au feu des murs séparatifs est indiqué au droit de ces murs, à chacune de leurs extrémités, aisément repérables depuis l'extérieur par une matérialisation ;• Les ouvertures effectuées dans les parois séparatives (baies, convoyeurs, passages de gaines, câbles électriques et tuyauteries, portes, ...) sont munies de dispositifs de fermeture ou de calfeutrement assurant un degré de résistance au feu équivalent à celui exigé par ces parois, hors cellules de stockage des aérosols. Les fermetures manœuvrables sont associées à un dispositif assurant leur fermeture automatique en cas d'incendie ;• L'ensemble de la toiture est Broof t3. Elle est recouverte d'une bande de protection de classe A2s1d1 sur une largeur minimale de 5 m de part et d'autre des murs séparatifs. Les éléments de support de la toiture sont réalisés en matériaux A2s1d0 ;• Les matériaux utilisés pour l'éclairage naturel est de classe d0 ;• Le sol est en béton.
Constats : <p>Par courriel du 4 avril 2025, l'exploitant a transmis à l'inspection des installations classées, les éléments suivants :</p> <ul style="list-style-type: none">• La reconduction n°18/1 du procès-verbal n° 13 - A - 953, attestant le caractère EI120 des panneaux sandwich ;• Le rapport n°16917B attestant le classement BRooft3), ainsi que la fiche technique de la bande de protection, indiquant un classement A2,s1-d0 ;• Le procès-verbal de réaction au feu des lanterneaux du constructeur attestant le classement B,s1 d0 ;• L'attestation ICPE des murs coupe-feu en date du 13/12/2023. Ce document atteste que les murs séparatifs entre cellules, bureaux et locaux de charge sont REI 120 ;• La reconduction n° 20/3 du procès-verbal n° 05 - A - 221, attestant le caractère coupe-feu EI120 des portes. <p>Durant la visite, l'inspection des installations classées n'a pas vérifié en toiture si les murs dépassent de 1 m comme visée par la prescription. Toutefois, il a été constaté que le sol des cellules est en béton et que le degré de résistance au feu des murs séparatifs est indiqué sur ces murs.</p>
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : <p>L'exploitant fournira les documents justifiants le comportement au feu des éléments de support de la toiture ainsi que la classe des équipements d'éclairage naturel.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 3 mois

N° 10 : Désenfumage

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 5 de l'annexe II
Thème(s) : Risques accidentels, Incendie
Prescription contrôlée : <p>Les cellules de stockage sont divisées en cantons de désenfumage d'une superficie maximale de 1 650 mètres carrés et d'une longueur maximale de 60 mètres. Chaque écran de cantonnement est stable au feu de degré un quart d'heure, et a une hauteur minimale de 1 mètre, sans préjudice des dispositions applicables par ailleurs au titre des articles R. 4216-13 et suivants du code du travail. La distance entre le point bas de l'écran et le point le plus près du stockage est supérieure ou égale à 0,5 mètre. Elle peut toutefois être réduite pour les zones de stockages automatisés.</p> <p>Les cantons de désenfumage sont équipés en partie haute de dispositifs d'évacuation des fumées, gaz de combustion, chaleur et produits imbrûlés.</p> <p>Des exutoires à commande automatique et manuelle font partie des dispositifs d'évacuation des fumées. La surface utile de l'ensemble de ces exutoires n'est pas inférieure à 2 % de la superficie de chaque canton de désenfumage.</p> <p>Le déclenchement du désenfumage n'est pas asservi à la même détection que celle à laquelle est asservi le système d'extinction automatique. Les dispositifs d'ouverture automatique des exutoires sont réglés de telle façon que l'ouverture des organes de désenfumage ne puisse se produire avant le déclenchement de l'extinction automatique.</p> <p>Il faut prévoir au moins quatre exutoires pour 1 000 mètres carrés de superficie de toiture. La surface utile d'un exutoire n'est pas inférieure à 0,5 mètre carré ni supérieure à 6 mètres carrés. Les dispositifs d'évacuation ne sont pas implantés sur la toiture à moins de 7 mètres des murs coupe-feu séparant les cellules de stockage. Cette distance peut être réduite pour les cellules dont une des dimensions est inférieure à 15 m.</p> <p>La commande manuelle des exutoires est au minimum installée en deux points opposés de l'entrepôt de sorte que l'actionnement d'une commande empêche la manœuvre inverse par la ou les autres commandes. Ces commandes manuelles sont facilement accessibles aux services d'incendie et de secours depuis les issues du bâtiment ou de chacune des cellules de stockage. Elles doivent être manœuvrables en toutes circonstances.</p> <p>[...]</p>
Constats : <p>Dans son courriel du 4 avril 2025, l'exploitant a fourni le plan de désenfumage dont le nombre d'exutoires, et la surface utile d'exutoires par zone de cantonnement a été contrôlée par échantillonnage. La surface utile d'exutoires par zone de cantonnement est conforme aux 2 % prescrits. Il est également constaté que l'ensemble des cantons de désenfumage présente une surface inférieure à 1650 m² et une longueur maximale de 51,60 m.</p> <p>L'exploitant a également transmis une note de calcul pour les amenées d'air. L'exploitant confirme dans son document une surface d'arrivée d'air supérieure à la somme des surfaces utiles d'évacuation des lanterneaux des plus grands cantons par cellule.</p> <p>Lors de la visite, l'inspection des installations classées a contrôlé par sondage les cantonnements 10.1, 2C1, 2C2, avec chacun 6 exutoires pour des surfaces de toiture supérieures à 1000 m², conformément au plan fourni.</p> <p>La présence de commandes manuelles a été vérifiée dans chacune des cellules. Elles sont implantées à proximité des portes. L'ouverture automatique est déclenchée par thermofusible, visible par sondage sur les exutoires des cantonnements susvisés.</p> <p>L'inspection des installations classées a également constaté la présence d'écrans de cantonnement disposés entre la poutre et la toiture. Dans la cellule 6, il a été mesuré une hauteur sous poutre de 11,53 m et une hauteur sous toiture de 12,70 m, soit un écran de cantonnement de 1,23 m. Toutefois, durant la visite, il a été constaté dans plusieurs cellules que les écrans de cantonnement n'étaient pas tous opérationnels. En effet, les plaques mises en place, n'épousent pas correctement la toiture, laissant ainsi passer les éventuelles fumées d'un canton à l'autre.</p>
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : <p>L'exploitant procédera à la mise en conformité des écrans de cantonnement concernés.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 11 : Protection contre les effets de projection

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 26/10/2023, article 4.2.2
Thème(s) : Risques accidentels, Incendie
Prescription contrôlée : Les aérosols inflammables sont stockés derrière une cloison grillagée permettant de prémunir les secours contre les effets de projection engendrés lors d'un incendie.
Constats : Lors de la visite d'inspection, il a été constaté que les cellules 2 et 9 disposent de zones dédiées au stockage de ces matériaux et sont équipées de grilles anti-missiles au niveau des portes d'amenées d'air extérieur.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 12 : Système d'extinction automatique

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 26/10/2023, article 4.2.1
Thème(s) : Risques accidentels, Incendie
Prescription contrôlée : Chaque cellule est équipée d'un système d'extinction automatique adapté à la nature des produits stockés, au mode de stockage et aux procédés de convoyage mis en œuvre. L'exploitant est en mesure de justifier du choix et du dimensionnement du système d'extinction automatique retenu dans chaque cellule. L'exploitant dispose en permanence d'une réserve d'eau de 615 m ³ et d'un local technique accueillant une pompe alimentée au diesel. La réserve d'eau est alimentée par le réseau d'eau potable et permet également d'assurer l'alimentation en eau des RIA de l'entrepôt. Les documents démontrant la pertinence du dimensionnement retenu pour les dispositifs de détection sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées. Les liquides inflammables sont couverts par un dispositif d'extinction spécifique, de type nappes de sprinklage in-racks. L'exploitant justifie de la suffisance du dimensionnement du volume de la source en application du référentiel relatif au sprinklage retenu. L'avis de l'autorité ayant juridiction au sens du référentiel retenu confirme l'utilisation compatible avec les produits stockés. Une alarme visuelle et sonore indiquant le déclenchement du système d'extinction automatique est reportée vers la société de gardiennage.
Constats : L'exploitant a fourni une attestation du prestataire confirmant que le système d'extinction automatique est conforme aux normes NFPA 13 (Ed.2019) et 20 (Ed.2019). De plus, le plan de recollement n°2022.06.1375 en date du 21/08/2023 indique que la réserve d'eau associée est de 615 m ³ . Durant la visite d'inspection, il a été constaté une alarme visuelle et sonore à l'extérieur du local sprinkler. L'exploitant a confirmé à l'inspection des installations classées que l'alarme était renvoyée à la société de surveillance.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant transmettra les justificatifs du transfert d'alarmes vers la société de surveillance, ainsi que la localisation de cette dernière.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 3 mois

N° 13 : Moyens de lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 26/10/2023, article 4.3.1
Thème(s) : Risques accidentels, Moyens de lutte contre l'incendie
Prescription contrôlée : <ul style="list-style-type: none">• Les besoins en eaux, calculés à l'aide du guide D9 (version en vigueur au 1er janvier 2021) sont estimés à 300 m³/h pendant 2 heures, soit 600 m³.• L'installation est dotée des moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, en particulier :<ul style="list-style-type: none">◦ de 11 poteaux incendie normalisés, d'un diamètre nominal DN150 et adapté au débit à fournir sous des pressions minimale et maximale permettant la mise en œuvre des pompes des engins de lutte contre l'incendie et alimentés par un réseau privé. Le débit fourni est de 240 m³/h en simultané pendant 2 heures, sous une pression comprise entre 1 bar minimum et 8 bars maximum sur 2 poteaux. Les poteaux sont conformes à la norme NF S 61-213 pour leurs caractéristiques techniques et sont installés et réceptionnés tel que défini par la norme NF S 62-200 ;◦ d'une réserve incendie représentant un volume minimum total de 120 m³, disposant d'une plateforme de pompage de 4 x 8m et d'une rampe d'aspiration fixe DN100 ;◦ d'une réserve de produit absorbant incombustible, en quantité adaptée au risque, sans être inférieure à 100 litres. Elle est stockée dans des endroits visibles et facilement accessibles et munie d'un couvercle ou de tout autre dispositif permettant d'abriter le produit absorbant des intempéries ;◦ d'extincteurs et de robinets d'incendie armés (RIA), représentés sur le plan de désenfumage tenu à jour.• Les moyens de secours font l'objet d'une réception en conformité par le SDIS de l'Aube en présence de l'installateur.• L'exploitant réalise, au plus tard 3 mois après la mise en service de l'installation, une mesure de débit en simultané sur les poteaux.
Constats : <p>Dans son courriel du 04 avril 2025, l'exploitant a fourni les rapports d'essais des points d'eau incendie (PEI) selon la norme NF S 62-200. Les résultats par sondage indiquent que le PEI 5 est conforme avec un débit de 230 m³/h, le PEI 7 est conforme avec un débit de 173 m³/h.</p> <p>Ces résultats sont conformes au plan de la numérotation définitive des poteaux, fourni par l'exploitant. Les poteaux 1 et 11 ont été testés en simultané avec un débit respectif de 172 m³/h et 148 m³/h. Ces débits calculés sont conformes au besoin en eau définis dans le D9 (300 m³/h).</p> <p>L'exploitant a fourni une attestation ICPE - VRD en date du 14/12/2023 confirmant que :</p> <ul style="list-style-type: none">• Chaque poteau incendie délivre un débit individuel supérieur à 120 m³/h.• Chaque cellule a une entrée située à moins de 100 m d'un appareil.• Les points d'eau incendie sont distants entre eux de 150 mètres maximum (les distances sont mesurées par les voies praticables aux engins des services d'incendie et de secours).• L'ensemble du réseau incendie est bouclé et équipé de bouches à clés permettant de sectionner le réseau au niveau de chaque poteau incendie et d'une vanne de coupure générale située dans la chambre de raccordement au réseau public.• Le besoin en défense incendie est fourni par :<ul style="list-style-type: none">◦ 11 poteaux incendie à l'intérieur de la parcelle totalisant un débit minimum de 240 m³/h en simultané sur au moins 2 appareils (DN 150) disponibles pendant 2 heures. Le débit des poteaux est fourni par le réseau public.◦ Une réserve d'eau complémentaire par bache d'une capacité minimum de 120 m³ équipée d'une aire d'aspiration DN100. Cette réserve est réalimentée par le réseau AEP. <p>Le SDIS est intervenu à 2 reprises : le 14 mai 2024 (visite globale) et le 3 juin 2024 pour la réception de la réserve souple, référencée #9060 et opérationnelle.</p> <p>La société n'ayant pas d'activité lors de la visite, il n'a pas été constaté de matériaux absorbants.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/10/2021, article 1.2.5
Thème(s) : Situation administrative, Plan
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'établissement comprenant l'ensemble des installations classées et connexes, est organisé de la façon suivante :</p> <ul style="list-style-type: none">- un entrepôt logistique, formant une seule et même IPD, composé de :<ul style="list-style-type: none">▪ 8 cellules de stockage conventionnelles,▪ 2 cellules de stockages de matières dangereuses, chacune divisée en 3 sous-cellules,▪ des bureaux et des locaux sociaux en R+1 en façade Ouest,▪ des locaux techniques (local électrique, locaux groupes froids, pompes à chaleur, chaufferie, locaux de charge batteries...)- un local sprinklage et des réserves d'eau incendie,- un bassin de régulation des eaux pluviales et de rétention des eaux incendie,- des voiries et places de stationnement,- des espaces verts. <p>Le plan des installations est joint en annexe confidentielle (ANNEXE 1).</p>
<p>Constats :</p> <p>Lors de la visite, il n'a pas été constaté de locaux groupes froids. L'exploitant précise que ces équipements sont en toiture du bâtiment sans local spécifique.</p> <p>De plus, les 10 cellules ont été vues, dont la cellule 2 dédiée au stockage des matières dangereuses qui est divisée en 3 sous-cellules. Il a été constaté que la cellule 9 n'a pas encore été compartimentée. L'exploitant précise que cette cellule est laissée en stockage conventionnel, le temps de définir les besoins d'un futur locataire. Par conséquent, la citerne de confinement au sud n'est pas encore installée.</p> <p>Ont été également vus l'emplacement du local électrique, le local sprinklage, la chaufferie, les 4 locaux de charge de batteries, le bassin n° 2.</p> <p>A noter : la prescription contient une coquille. En effet, les locaux administratifs sont construits sur la façade Est, conformément au plan initial. Une correction sera proposée à monsieur le préfet dans le cadre du prochain arrêté préfectoral complémentaire.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 15 : Dimension des cellules

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 26/10/2023, article 4.1.1	
Thème(s) : Situation administrative, Plan	
Prescription contrôlée : En complément des dispositions du point 7 de l'annexe II de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 susvisé : <ul style="list-style-type: none">• la hauteur au faîtage est de 13,70 m ;• la surface au sol de chaque cellule est inférieure à 6 000 m² et répartie comme suit :	
Cellules	Surface
1	5 957,20 m ²
2a et 9a	2 379,50 m ²
2b et 9b	1 189 m ²
2c et 9c	2 378,10 m ²
3 - 4 - 7 - 8	5 795,40 m ²
5 et 6	5 947,60 m ²
10	5 956,10 m ²
Constats : Sur le plan contenu dans le document d'ouvrages exécutés (DOE) de l'exploitant, il est contrôlé par échantillonnage : <ul style="list-style-type: none">• cellule 4 : 5795,4 m²• cellule 2B : 1189 m²• cellule 2a : 2379,5 m²• cellule 10 : 5956,10 m² Lors de la visite, il a été contrôlé une hauteur de 13,28 m au faîtage de la cellule 10.	
Type de suites proposées : Sans suite	

N° 16 : Plan de gestion des espaces verts

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/10/2021, article 2.1.7.3
Thème(s) : Autre, Plan de gestion des espaces verts
Prescription contrôlée : Dès la fin des travaux, un plan de gestion des espaces verts est mis en place par un document formalisé. Le plan de gestion initial est prévu pour une durée de 5 ans. Il est ensuite renouvelé tous les 5 ans, après l'évaluation du plan précédent.
Constats : L'exploitant a fourni le contrat n°2024/102 du 23 septembre 2023, pour l'entretien des espaces verts sur 5 ans, soit jusqu'à la semaine 48 de l'année 2029. Il est constaté par sondage, pour l'année 2024, 7 passages tontes/dés herbages, 1 taille, 1 propreté clôture/dés herbage. Le contrat présenté prévoit également l'arrosage des arbres et l'entretien des parcelles de compensation de DC2 et DC3.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 17 : Rétentions et confinement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/10/2021, article 4.6
Thème(s) : Risques accidentels, Rétention
Prescription contrôlée : <ul style="list-style-type: none">• Les aires de chargement et de déchargement routiers sont étanches et reliées au bassin de rétention des eaux incendie ;• Le confinement des eaux d'extinction incendie est réalisé par des dispositifs externes au bâtiment de stockage. Le volume de rétention de 3 208 m³, dimensionné conformément à la règle D9A, est assuré par le bassin n°3, bassin de rétention étanche de 5 220 m³ ;• La rétention des liquides inflammables est assurée par 2 bassins de 1 296 m³. Lors d'un sinistre, le confinement des eaux est assuré par l'actionnement des vannes d'obturation situées en aval du bassin de rétention des eaux d'incendie et de la cour camions. Elles sont asservies au système de détection incendie. Leur mise en œuvre manuelle reste possible en toute circonstance. Une vanne d'obturation est également implantée après le séparateur à hydrocarbures, en aval du bassin de rétention n°4, afin de pallier une pollution accidentelle sur la voirie d'accès. L'entretien et la mise en fonctionnement de ces vannes d'obturation sont définis par consigne.
Constats : Lors de son courriel du 04 avril 2025, l'exploitant a fourni le document « attestation ICPE - VRD » du maître d'œuvre. Ce dernier atteste : <ul style="list-style-type: none">• que le volume de rétention sur le site est supérieur à 5220 m³ obtenu par mise en charge du bassin étanche jusqu'à la cote NGF 120,89 m sans débordement.• avoir mis en place un bassin de 1 660 m³ de rétention déportée, bâchée et recouverte de gravillons afin d'assurer l'incombustibilité des cellules 2B et 2C. L'exploitant a également fourni le plan d'assainissement qui indique que les aires de chargement/déchargement sont bien reliées au bassin incendie. L'exploitant a transmis une attestation du prestataire du système d'extinction incendie qui atteste de la mise en place :

- de contacts sur les sprinklers pour l'asservissement du fonctionnement des vannes :
- du barrage amont du bassin 2
- du barrage aval du bassin 3
- du bon fonctionnement de cet asservissement.

Sur le DOE des aménagements, le deuxième bassin de rétention des liquides inflammables apparaît en « option ». De plus, sur le plan d'assainissement, il est constaté la présence d'un réseau de la cellule 9 vers ce bassin.

Sur site, l'exploitant précise que la cellule 9 n'est pas encore physiquement compartimentée. L'exploitant souhaite en premier lieu définir le besoin de cette cellule en fonction du locataire futur. Pour l'heure, l'exploitant précise qu'elle a une fonction de stockage classique.

L'inspection des installations classées rappelle à l'exploitant que ce réseau doit être bouché et étanche. Lors de la visite, l'exploitant n'est pas en mesure de préciser comment la canalisation a été bouchée.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant s'assurera de l'étanchéité du réseau collecteur de la cellule 9. Il précisera l'orientation des eaux d'extinction incendie afférentes à cette cellule et justifiera du dimensionnement suffisant. Il transmettra les éléments justificatifs à l'inspection des installations classées.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 3 mois

N° 18 : Equipements de protection contre la foudre

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 21 alinéa 7

Thème(s) : Risques accidentels, Risque foudre

Prescription contrôlée :

Les agressions de la foudre sur le site sont enregistrées. En cas de coup de foudre enregistré, une vérification visuelle des dispositifs de protection concernés est réalisée, dans un délai maximum d'un mois après un impact de foudre, par un organisme compétent.

Constats :

Lors de la visite, il a été constaté la présence d'équipements de protection contre la foudre le long du bâtiment.

Par échantillonnage, il a été constaté, sur l'équipement au nord du bâtiment, l'absence d'impact foudre sur le compteur.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 19 : Organisation des stockages

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 26/10/2023, article 4.1.3									
Thème(s) : Autre, Stockages									
Prescription contrôlée :									
Au regard des simulations FlumiLog jointes au dossier, le stockage est organisé en racks sont :									
Cellule	Nb de racks	Niv.	Hauteur de stockage (en m)	Largeur de l'allée (en m)	Déport A côté quai (en m)	Déport B façade arrière (en m)	Déport b côté rue (en m)	Déport a côté autoroute (en m)	Matières stockées
1	8 doubles + 2 simples	7	12,1	3,1	18,4	1	0,5	0,5	1510 2662
2a	8 doubles + 2 simples	7	12,1	3,1	16,6	1	0,5	0,5	1510 2662
2b	2 doubles + 2 simples	7	12,1	3	1	1,1	0,6	0,3	4320
2c	/	/	/	/	/	/	/	/	LI*
9c	/	/	/	/	/	/	/	/	LI*
3	8 doubles + 2 simples	7	12,1	3,1	18	1	0,5	0,5	1510
4	8 doubles + 2 simples	7	12,1	3,1	18	1	0,5	0,5	1510
5	8 doubles + 2 simples	7	12,1	3,1	18	1	0,5	0,5	1510
6	8 doubles + 2 simples	7	12,1	3,1	18	1	0,5	0,5	1510

7	8 doubles + simples ²	7	12,1	3,1	18	1	0,5	0,5	1510
8	8 doubles + simples ²	7	12,1	3,1	18	1	0,5	0,5	1510
10	8 doubles + simples ²	7	12,1	3,1	18,4	1	0,5	0,5	1510
10	8 doubles + simples ²	5	12,1	3,3	18,4	1	0	0	2662

* LI : liquides inflammables

Pour les cellules 2c, 9c, 10 :

Un rack double a une largeur de 2,4 m. Un rack simple a une largeur de 1,2 m.

Pour les autres cellules :

Un rack double a une largeur de 2,5 m. Un rack simple a une largeur de 1,3 m.

Aucune mezzanine n'est mise en place.

La distance minimale par rapport aux parois et aux éléments de structure est augmentée si cela est nécessaire au bon fonctionnement du système d'extinction automatique d'incendie.

Le stockage de déchets est réalisé dans des bennes situées en extérieur ou dans des contenants adaptés.

Constats :

Lors de la visite d'inspection, le site n'est pas encore en exploitation. Il est exempt de tout stockage. Par conséquent, il n'a pas été possible de contrôler ce point.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 20 : Suivi de la biodiversité

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 26/10/2023, article 2.1.2 alinéas 1 et 2
Thème(s) : Autre, Suivi de la biodiversité
Prescription contrôlée : Un inventaire annuel de la faune et de la flore est réalisé pendant les trois premières années après travaux, puis tous les cinq ans ensuite, pour évaluer l'efficacité des mesures mises en œuvre pour la biodiversité. Les comptes-rendus sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.
Constats : L'exploitant reconnaît avoir du retard mais que ce suivi a commencé cette année sur la zone de compensation.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant transmettra à l'inspection des installations classées le compte rendu de cet inventaire.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 3 mois

N° 21 : Détection automatique d'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article alinéa 1 du point 12 de l'annexe II
Thème(s) : Risques accidentels, Incendie
Prescription contrôlée : [...] Cette détection actionne une alarme perceptible en tout point du bâtiment permettant d'assurer l'alerte précoce des personnes présentes sur le site [...]
Constats : Un test a été effectué lors de la visite à partir du déclencheur manuel, situé dans le hall de la partie administrative. L'alarme était perceptible dans les bâtiments administratifs, dans les cellules et depuis la voie engin à l'extérieur des bâtiments.
Type de suites proposées : Sans suite